

Le 28 février 2024

February 28, 2024

Par courriel : [greg.turner@gnb.ca](mailto:greg.turner@gnb.ca)Via email : [greg.turner@gnb.ca](mailto:greg.turner@gnb.ca)

L'honorable Greg Turner  
Ministre de l'Éducation postsecondaire,  
formation et travail

Honourable Greg Turner  
Minister of Post-Secondary Education, Training and  
Labour

**Objet : Conséquences du plafonnement du  
nombre d'étudiantes et étudiants  
internationaux**

**Subject: Consequences of the cap on the number  
of international students**

Monsieur le Ministre,

Dear Minister Turner,

La Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB) joint sa voix à celles qui dénoncent la décision du gouvernement fédéral, dont la vôtre, d'imposer un plafonnement au nombre d'inscriptions d'étudiantes et étudiants internationaux aux institutions postsecondaires.

The Federation of New Brunswick Faculty Associations (FNBFA) adds its voice to those denouncing the federal government's decision, including yours, to impose a cap on international student enrolment at post-secondary institutions.

Cependant, pour la FAPPUNB, cette décision constitue la preuve que le financement public actuel des universités n'est pas à la hauteur des objectifs à atteindre par ces institutions. En effet, conséquemment à l'érosion observée du financement public des universités publiques au cours des quatre dernières décennies, ces dernières se sont tournées vers d'autres sources, dont principalement la source « étudiants internationaux », pour combler leur manque. Évidemment, comme ni les autorités universitaires et ni celles provinciales ne contrôlent les entrées des personnes non canadiennes dans notre pays, il a suffi que le gouvernement fédéral qui en a la juridiction prenne une mesure de plafonnement du nombre d'étudiants étrangers pour voir fondre « comme du beurre au soleil » cette source de financement de nos universités et créer un état général de panique à tous les niveaux.

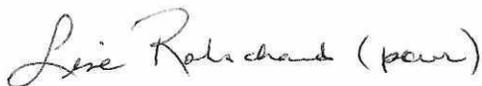
However, for the FNBFA, this decision is proof that the current public funding of universities is not up to the level of the objectives to be achieved by these institutions. In fact, as a result of the erosion of public funding for public universities over the past four decades, these institutions have turned to other sources, mainly "international students," to make up the shortfall. Obviously, since neither university nor provincial authorities control the entry of non-Canadians into our country, all it took was for the federal government, which has jurisdiction over them, to cap the number of foreign students, and see this source of funding for our universities melt away "like butter in the sun," creating a general state of panic at all levels.

C'est aussi une preuve irréfutable que l'utilisation d'indicateurs de rendement pour déterminer les montants des subventions pour le fonctionnement des universités basés sur des éléments hors de notre volonté, tels que le nombre d'inscriptions, est vouée à un échec certain, et ce, en raison des répercussions sérieuses sur la capacité des universités de se doter des moyens pour accomplir leur mission.

Cela dit, les universités publiques doivent pouvoir compter sur un financement stable, adéquat et soutenu dans le temps et la FAPPUNB vous demande d'instaurer sans délai un financement approprié des universités assuré par les fonds publics. La fédération se tient prête à collaborer avec votre ministère pour la réalisation d'un tel objectif.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre plus haute considération.

Pour le conseil d'administration de la FAPPUNB,



Hector Guy Adégbidi  
Président

cc : Premier ministre Blaine Higgs  
L'hon. Ernie Steeves, ministre des Finances  
Mme Susan Holt, cheffe de l'opposition officielle  
M. Marco LeBlanc, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'Éducation postsecondaire, Formation et Travail  
M. René Legacy, porte-parole de l'opposition officielle en matière de Finances et conseil du Trésor  
M. David Coon, chef du Caucus vert  
Mme Megan Mitton porte-parole du caucus vert en matière d'Éducation postsecondaire, Formation et Travail  
M. Kevin Arsenault, porte-parole du caucus vert en matière de Finances et du Conseil du trésor

It's also irrefutable proof that the use of performance indicators to determine university operating grants based on elements beyond our control, such as enrolment numbers, is doomed to failure, because of the serious repercussions on universities' ability to equip themselves with the means to accomplish their mission.

That said, public universities must be able to count on stable, adequate, and sustained funding over time, and the FNBFA calls on you to introduce appropriate public funding for universities without delay. The federation is prepared to work with your department to achieve this goal.

Please accept, Dear Minister Turner, the assurance of our highest consideration.

On behalf of the FNBFA Board of directors,



Hector Guy Adégbidi  
President

c.c.: Premier Blaine Higgs  
Hon. Ernie Steeves, Minister of Finance  
Ms. Susan Holt, Leader of the Official Opposition  
Mr. Marco LeBlanc, Official Opposition Critic for Post-Secondary Education, Training and Labour  
Mr. René Legacy, Official Opposition Critic for Finance and Treasury Board  
Mr. David Coon, Leader of the Green Caucus  
Ms. Megan Mitton, Green Caucus Critic for Post-Secondary Education Training and Labour  
Mr. Kevin Arsenault, Green Caucus Critic for Finance and Treasury Board